



Les migrations dans le Triangle du Nord et au Mexique

Philippe Fournier

No. 023
2020|09



CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



Université 
de Montréal

Table des matières

Introduction	2
1. Les causes de la migration	2
a. La violence	3
b. Le manque d’opportunités économiques et la pauvreté	3
c. Les changements climatiques	9
2. Migrations et déplacements forcés dans le Triangle du Nord et en Amérique du Nord	10
a. Salvador	12
b. Honduras	18
c. Guatemala	22
d. Initiatives régionales	26
e. Mexique	28
f. États-Unis	34
g. Canada	40
3. Conclusions	41
4. Recommandations	42

** Cette étude a été réalisée conjointement avec Médecins du Monde.*

Introduction

La situation sociale, économique, politique et environnementale des pays du Triangle du Nord (Honduras, Salvador, Guatemala), qui a poussé plusieurs centaines de milliers de personnes à migrer vers les États-Unis dans les 15 dernières années, demeure préoccupante. Les individus et les familles qui ont décidé de quitter leurs pays pour se rendre aux États-Unis sont conscients des dangers qui les attendent et du risque qu'ils soient refoulés à la frontière du Mexique, des États-Unis et maintenant du Guatemala. Ces migrants extrêmement vulnérables sont souvent la proie de groupes criminels qui les séquestrent et les exploitent. De plus, les autorités frontalières mexicaines et américaines bafouent régulièrement les droits fondamentaux des migrants en leur refusant une procédure judiciaire équitable, en usant d'intimidation et de violence et en les détenant dans des conditions inhumaines.

Réalisée conjointement avec Médecins du Monde, cette étude vise avant tout à contextualiser la migration en provenance du Triangle du Nord, à attirer l'attention sur les problématiques et les besoins des personnes vulnérables et à documenter les réponses fournies par les pays impliqués dans cette crise humanitaire.

L'étude est divisée en trois parties. La première partie s'attarde aux causes générales de la crise migratoire, incluant la violence, le manque d'opportunités économiques et les changements climatiques. La deuxième partie traite des mouvements migrants et de la situation particulière des migrants dans 5 pays (El Salvador, Honduras, Guatemala, Mexique, États-Unis), avec une brève mention du

Canada. En guise de conclusion, la troisième partie propose quelques recommandations en lien avec le travail de Médecins du Monde.

Les causes de la migration

Les raisons qui poussent les citoyens des pays du Triangle du Nord à migrer sont multiples et complexes. Celles-ci peuvent inclure la violence et la répression politique, le manque d'opportunités économiques et les changements climatiques.

a. La violence

Malgré une légère baisse dans les deux dernières années, les taux d'homicide dans les trois pays demeurent parmi les plus élevés au monde.¹ Selon une étude réalisée par Médecins sans Frontières en 2020, plus des deux tiers des migrants du Triangle du Nord ont quitté leur pays suite au meurtre ou à la disparition d'un proche.² Tel que démontré par une étude récente du Inter-American Dialogue, une augmentation de 1% dans le taux d'homicide fait augmenter la migration de 100 à 188% selon le pays.³

En outre, un rapport de Médecins du Monde sur le Salvador souligne que la violence provoque aussi plusieurs déplacements forcés à l'intérieur du pays, même

¹ Chris Dalby et Camilo Carranza, « InSight Crime's 2018 Homicide Round-Up », *InSight Crime*, 22 janvier 2019.

² David Agren, « More than two-thirds of migrants fleeing Central American region had family taken or killed », *The Guardian*, 11 février 2020.

³ Manuel Orozco, « Recent Trends in Central American Migration », *The Dialogue*, 14 mai 2018.

s'il est particulièrement difficile d'obtenir des chiffres précis parce que les autorités étatiques nient l'ampleur du phénomène.⁴ La violence demeure donc saillante parmi les raisons qui poussent les ressortissants de la région à se déplacer et demeure un facteur de risque important durant le parcours migratoire, particulièrement pour les populations vulnérables comme les femmes, les peuples autochtones, les adolescents, les enfants et la communauté LGBTQ. Ces populations vulnérables font face à différentes formes d'exploitation et de violence à caractère sexuel. Le sexisme et le machisme étant particulièrement répandus en Amérique centrale, la violence envers les femmes et les minorités sexuelles demeure souvent impunie et même tolérée.

De façon générale, la violence qui sévit dans les pays du Triangle du Nord a des sources lointaines. Depuis leur indépendance au 19^{ème} siècle, ces pays ont été dirigés par des bourgeoisies terriennes d'origine espagnole qui ont maintenu le contrôle des terres et exercé le pouvoir économique et politique. Cette main mise par une élite souvent corrompue et les inégalités marquées qui en découlent, ont été contestées à différents moments par des mouvements et des partis d'allégeance sociale-démocrate ou marxiste-léniniste, ce qui a mené à des conflits ouverts entre les représentants du peuple (paysans, communautés autochtones, travailleurs, etc.) et de l'élite, particulièrement au Guatemala et au Salvador. Des guerres civiles fratricides, souvent entretenues par une aide militaire américaine aux forces armées et milices anti-communistes, ont contribué à la militarisation de la région et à la normalisation de la violence dans la vie de tous les jours.

⁴ Cristosal, Médicos del Mundo Guatemala, *El Derecho a la Salud de personas desplazadas internas forzadas por violencia en El Salvador*, San Salvador, février 2018.

Les années 1990 ont marqué la fin des guerres civiles au Guatemala et au Salvador. Dans la deuxième moitié des années 1990, les gangs criminels commencent à proliférer dans la région. Ces gangs naissent souvent dans des quartiers défavorisés et sont généralement très localisées et peu organisées. Elles contrôlent de petits territoires en usant de méthodes comme l'extorsion, la violence et l'intimidation. L'essor de ces gangs a été favorisé par le retour de ressortissants du Triangle du Nord (majoritairement salvadoriens installés en Californie) expulsés par les autorités américaines. Un nombre significatif d'entre eux ont été affiliés à des groupes criminels aux États-Unis, ce qui a influencé les méthodes et les modes d'organisation des gangs dans la région.

Alors que l'activité des gangs et des réseaux criminels se développait dans tout le Triangle du Nord au début des années 2000, les gouvernements locaux, soutenus par l'opinion publique, ont misé sur la répression et l'incarcération des membres de gangs. Cette stratégie, appelée *Mano dura*, s'est révélée largement inefficace et, dans certains cas, a donné lieu à une recrudescence de la violence ou à une rationalisation des activités criminelles des gangs. Plusieurs ONG locales et internationales ont d'ailleurs décrié les méthodes des gouvernements locaux et les violations répétées des droits humains qui s'y sont associées.

À travers le Salvador, le Guatemala et le Honduras, le trafic de drogues et la traite de personnes s'ajoutent à une corruption bien ancrée au sein de la classe politique, de l'armée et des corps policiers. La répression politique est aussi problématique dans la région, particulièrement au Honduras. Depuis le coup d'État de 2009,

plusieurs assassinats de journalistes et de militants environnementaux ont eu lieu. Le cas le mieux connu est celui de la militante écologiste Berta Caceres, assassinée en 2016 pour s'être opposée à la construction d'un barrage hydroélectrique sur un territoire autochtone. Le Honduras demeure particulièrement dangereux pour les femmes, les journalistes et les militants environnementaux. On a dénombré 4 fois plus d'assassinats en 2019 que l'année précédente.⁵ De plus, la corruption et la faiblesse des systèmes de justice font en sorte que la vaste majorité des crimes, incluant les meurtres, demeurent impunis.⁶

De manière générale, la violence, l'extorsion, l'intimidation et l'exploitation sexuelle sont des réalités quotidiennes pour des milliers de personnes dans la région. La faiblesse des institutions judiciaires, politiques et sociales, le manque de ressources et de formation des forces de l'ordre, la corruption, les inégalités et le conservatisme des élites politiques et économiques, sont des obstacles majeurs dans la lutte contre la violence dans la région.

b. Le manque d'opportunités économiques et la pauvreté

Largement basées sur l'exportation de commodités agricoles et de produits manufacturés, les économies de la région sont peu diversifiées et souvent à la merci des fluctuations du marché et du diktat des multinationales étrangères.

⁵ Nina Lakhani, « More than 300 human rights activists were killed in 2019, report reveals », *The Guardian*, 14 janvier 2020.

⁶ Adriana Beltrán, « Children and Families Fleeing Violence in Central America », *Washington Office on Latin America-Commentary*, 21 février 2019.

Dans les années 70 et 80, les principales exportations d'Amérique centrale telles que le café, les bananes, le coton, le sucre et la viande ont souffert de la stagnation ou de la baisse des prix sur les marchés mondiaux.⁷ De plus, l'appropriation de terres pour l'élevage bovin et d'autres grandes cultures destinées à l'exportation, ont provoqué des vagues d'expropriations de petits exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance. Cela a souvent contraint les paysans déplacés à migrer vers les centres urbains ou vers les États-Unis. Les nouveaux arrivants ont grossi les rangs des travailleurs précaires et informels dans les centres urbains et ont contribué à construire des quartiers sans infrastructures ni services.

Parallèlement, la crise de la dette dans les années 1970 a durement touché l'Amérique centrale. Les pays du Triangle du Nord ont dû recourir à l'emprunt pour maintenir leurs économies à flot.⁸ Cela a accru l'influence des donateurs bilatéraux et multilatéraux comme l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID en anglais), la Banque mondiale et le FMI sur leurs politiques macroéconomiques. À partir de la fin des années 70, ces institutions ont déployé des efforts concertés pour lutter contre l'endettement et accélérer la transition d'un modèle axé sur la substitution à l'importation vers un modèle axé sur le développement du secteur privé, les accords de libre-échange et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

⁷ Thomas Klak, « Globalization, neoliberalism and economic change in Central America and the Caribbean » dans *Latin America: Transformed Globalization and Modernity* by Robert N. Gwynne and Kay Cristobal, London: Routledge, 2004, pp. 67-93.

⁸ Victor Bulmer-Thomas, « The Economic History of Latin America Since Independence », Cambridge: Cambridge University Press, 2003, p. 313.

De façon générale, ce nouveau modèle n'a pas eu les résultats escomptés dans la région : les salaires demeurent bas, les termes du commerce avec le principal partenaire, les États-Unis, sont défavorables, les inégalités demeurent très élevées et l'investissement dans la santé, l'éducation et les programmes sociaux demeure anémique. Bien qu'il y ait eu une légère diminution des inégalités et de l'extrême pauvreté au Salvador dans les deux dernières années, près de 60% des Honduriens et des guatémaltèques vivent dans la pauvreté. Entre 1990 et 2016, les populations immigrées du Salvador et du Guatemala aux États-Unis ont triplé et quintuplé pour le Honduras.⁹ Environ 70% des honduriens qui ont migré aux États-Unis pendant cette même période sont en situation d'irrégularité.¹⁰

Des facteurs comme la faiblesse des recettes fiscales, le manque d'investissements publics, la persistance des disparités socioéconomiques et le faible indice de développement humain, expliquent le manque de développement économique dans la région. Le manque chronique d'opportunités économiques pour la population de la région explique donc en partie le recours à des activités criminelles et à la migration.

⁹ D'Vera Vera Cohn, Jeffrey S. Passel et Ana Gonzalez-Barrera, « Rise in U.S. Immigrants From El Salvador, Guatemala and Honduras Outpaces Growth From Elsewhere », *Pew Research Center*, 7 décembre 2017.

¹⁰ Daniel Reichman, « Honduras: The Perils of Remittance Dependence and Clandestine Migration », *Migration Policy Institute*, Washington D.C., 11 avril 2013.

c. Les changements climatiques

Les pays du Triangle du Nord sont traversés par une zone appelée le « corridor sec ». Affectée par le phénomène d'oscillation australe El Niño, la région est sujette à des périodes de sécheresse prolongées et des inondations, qui sont aggravées par les changements climatiques. La fréquence et l'intensité des perturbations climatiques a des effets dévastateurs sur l'agriculture et les cultures plus délicates et lucratives comme le café. Les changements climatiques peuvent aggraver les maladies fongiques comme la rouille du caféier, maladie qui a durement touché les petits producteurs entre 2012 et 2014.

Ces perturbations climatiques ont aussi une incidence importante sur la sécurité alimentaire dans la région. Au Guatemala, le taux de malnutrition atteint les 59.6% dans les régions rurales.¹¹ Étant donné qu'environ 30% des emplois de la région sont reliés à l'agriculture, bon nombre d'agriculteurs ont été contraints de quitter leurs villages pour s'installer en ville ou migrer vers les États-Unis.¹²

Les modèles climatiques mondiaux prévoient que les températures vont augmenter de 1.6°C à 4°C d'ici 2100 et que les précipitations vont continuer à diminuer. La sécheresse, ainsi que la déforestation et l'appauvrissement des sols, vont mettre en péril les réserves d'eau destinées aux villes, ce qui pourraient aggraver les inégalités socioéconomiques. Des ressources et des efforts considérables devront donc être

¹¹ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Atlas of migration in Northern Central America* (LC/PUB.2018/23), Santiago, 2018.

¹² The Climate Reality Project, *How the climate crisis is driving central American migration*, 31 mai 2019.

déployés pour mitiger les effets des changements climatiques dans la région sans quoi des millions de personnes seront contraintes de migrer.¹³ Jusqu'à 10,6 millions de personnes en Amérique latine pourraient devenir des réfugiés climatiques d'ici 2050.¹⁴

2. Migrations et déplacements forcés dans le Triangle du Nord et en Amérique du Nord

Comme nous l'avons vu, une multitude de facteurs poussent les ressortissants du Triangle du Nord à se déplacer soit à l'intérieur de leurs pays, soit vers le Mexique, les États-Unis ou l'Europe. Ceux et celles qui décident de quitter leurs domiciles, le plus souvent à contrecœur, s'exposent à de multiples dangers et embûches. Face à cette crise, l'administration Trump a opté pour une politique migratoire extrêmement restrictive, qui a fait bondir le nombre d'appréhensions par les autorités américaines mais aussi mexicaines, surtout pour les familles et les mineurs non-accompagnés (voir graphique ci-dessous).

¹³ Jonathan Blitzer, « How Climate Change Is Fuelling the U.S. Border Crisis », *The New Yorker*, 3 avril 2019.

¹⁴ Laura Sigelmann, « The Hidden Driver Climate Change and Migration in Central America's Northern Triangle », *American Security Project*, septembre 2019.

Southwest Border Unaccompanied Alien Children Apprehensions¹ by Country

Numbers below reflect Fiscal Years 2014 - 2019 and FY20 TD.

Unaccompanied Alien Children Apprehensions by Country							
Country	FY14	FY15	FY16	FY17	FY18	FY19	FY20 TD MAR
El Salvador	16,404	9,389	17,512	9,143	4,949	12,021	1,659
Guatemala	17,057	13,589	18,913	14,827	22,327	30,329	6,399
Honduras	18,244	5,409	10,468	7,784	10,913	20,398	2,806
Mexico	15,634	11,012	11,926	8,877	10,136	10,487	6,327

¹Beginning in March FY20, Apprehension statistics include both Title 8 and Title 42 Encounters. To learn more, visit: [Title-8-and-Title-42-Statistics](#)

Southwest Border Family Unit* Apprehensions¹ by Country

Numbers below reflect Fiscal Years 2016 - 2019 and FY20 TD.

Family Units* Apprehensions by Country					
Country	FY16	FY17	FY18	FY19	FY20 TD MAR
El Salvador	27,114	24,122	13,669	56,897	3,529
Guatemala	23,067	24,657	50,401	185,233	9,378
Honduras	20,226	22,366	39,439	188,416	8,272
Mexico	3,481	2,271	2,261	6,004	5,769

Source : U.S. Customs and Border Protection, <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/sw-border-migration/usbp-sw-border-apprehensions>. Consulté le 27 mars.

Les parcours de ces migrants sont particulièrement hasardeux, puisqu'ils sont régulièrement la proie d'enlèvements, de viols et d'autres abus par les groupes criminels et parfois même la police ou l'armée. Dans l'espoir de se prémunir contre ces dangers et de faire baisser les coûts liés au trajet, bon nombre de migrants, surtout en provenance du Honduras, décident de se regrouper en « caravanes » pour se rendre jusqu'à la frontière des États-Unis. Bien que l'on soupçonne des organisations de la société civile comme Pueblo Sin Fronteras d'avoir organisé ces convois, peu de preuves concluantes existent à cet effet et il s'agit plus souvent

d'initiatives décentralisées et spontanées. Par contre, un grand nombre d'ONG et d'organisations internationales comme Médecins du Monde, Oxfam, la Croix Rouge, Médecins sans frontières, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'UNICEF fournissent une assistance humanitaire, technique et juridique aux migrants, par exemple en offrant de l'information sur leur parcours, en leur prodiguant des soins et en les aidant à remplir leurs demandes d'asile.¹⁵

La section qui suit examine les raisons qui poussent les individus et les familles à migrer dans chaque pays (Salvador, Honduras, Guatemala) et les politiques adoptées par ces trois pays ainsi que Mexique, les États-Unis et le Canada, face à l'essor de la migration en provenance de ces pays. Bien que ces pays soient distincts à plusieurs égards, les migrants du Triangle du Nord partagent une destinée et des problèmes communs.

a. Salvador

En 2017, environ 1.4 millions de salvadoriens vivaient aux États-Unis, dont près de la moitié était en situation irrégulière. La guerre civile de 1979 à 1992, les catastrophes naturelles répétées et, quelques années plus tard, la violence liée aux activités des gangs et des trafiquants, ont poussé des centaines de milliers de salvadoriens à immigrer aux États-Unis. Signe que les liens qui unissent les États-Unis et le Salvador sont devenus vitaux, on estime que les remises de fonds des communautés salvadoriennes installées aux États-Unis comptent pour environ 21%

¹⁵ Carol Morello, A small army of humanitarian workers helps migrants on the treacherous road to the United States, *Washington Post*, 25 octobre 2018.

du PIB du pays.¹⁶ Globalement, le taux d'immigration demeure moins élevé que celui du Honduras et du Guatemala, en partie à cause de la situation économique un peu plus favorable et d'une diminution relative de la violence.

On estime qu'il y a environ 246 000 personnes déplacées au Salvador, ce qui constitue un sommet en Amérique Latine.¹⁷ Malgré la prise de conscience récente de l'administration Bukele, l'État salvadorien a été hésitant à reconnaître l'ampleur du problème et a offert peu de soutien aux victimes jusqu'à maintenant. Dans ce contexte, Médecins du Monde a mis sur pied un projet intitulé « renforcer les capacités institutionnelles et de la société civile pour la protection, la prise en charge et l'accès à la santé, en mettant l'accent sur le genre de la population affectée par la migration et les déplacements internes forcés au Salvador »¹⁸ avec l'appui de l'agence de coopération d'Estrémadure.

Les professionnels de la santé_ incluant le personnel de Médecins du Monde_ qui travaillent dans les refuges pour migrants ou dans le système de protection fournie par l'État, s'entendent pour dire que la très grande majorité des personnes qui fréquentent ces établissements ont été victimes d'intimidation, d'extorsion ou de violence par des gangs criminels. Le plus souvent, les familles choisissent de vivre dans ces établissements afin d'éviter que les enfants et les adolescents soient recrutés par les gangs.¹⁹ Face au danger qui les guette et au risque d'être retrouvées

¹⁶ Economist Intelligence Unit, *Country Report: El Salvador*, juillet 12 2019.

¹⁷ Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), El Salvador. <https://www.internal-displacement.org/countries/el-salvador>. Consulté le 24 mars.

¹⁸ Traduction libre.

¹⁹ Cristosal, Médicos, *El Derecho a la Salud de personas desplazadas internas forzadas por violencia en El Salvador*, San Salvador, p. 24.

par les gangs, bien des familles préfèrent demeurer invisibles ou disparaître. Cette stratégie a deux conséquences; les victimes ne sollicitent pas l'aide de l'État et cela ajoute à la difficulté de connaître l'ampleur du phénomène. Sur ce dernier point, on estime que le problème est beaucoup plus répandu que ce que les chiffres officiels rapportent.

Un exemple type des victimes qui se retrouvent dans les refuges ou le système de protection est celui d'une jeune femme ayant été violée par un membre d'un gang, qui a été contrainte de se déplacer huit fois avec sa famille parce qu'elle était pourchassée par son assaillant et ses acolytes.²⁰ Quoique les refuges et les centres d'accueil soient plus sécuritaires que les résidences privées, les victimes vivent dans la peur d'être retrouvées par les gangs et souffrent du confinement qui leur est imposé. Les témoignages recueillis auprès du personnel de santé qui travaille dans les centres et les refuges, incluant le personnel de Médecins du Monde, montrent que les besoins sont particulièrement importants en matière de soutien psychologique. Le personnel de santé dispense des soins médicaux de base mais est aussi amené à traiter les séquelles psychologiques liées au confinement, à des épisodes de violence et d'intimidation et aux nombreux déplacements. Même si le personnel tente d'élargir la gamme des services à cette population, les refuges et les centres n'ont pas toutes les ressources voulues pour faire face au problème.

Mis à part les problèmes de santé physique, les traumatismes liés aux déplacements, à la menace et à la violence, provoquent une somatisation plus ou

²⁰ Cristosal, Médicos, *El Derecho a la Salud de personas desplazadas internas forzadas por violencia en El Salvador*, San Salvador, p. 28.

moins grave, des cauchemars récurrents chez les enfants, des épisodes anxieux et dépressifs chez les adultes et une incapacité de se projeter dans l'avenir. Bien sûr, il s'agit ici uniquement de cas répertoriés. Des dizaines de milliers de personnes ne fréquentent pas les centres d'accueil ou les refuges et ne sollicitent aucune aide de l'État. Les personnes déplacées ont donc un accès limité à la santé et à l'éducation, ce qui les empêchent de jouir de leurs droits fondamentaux.²¹

Dans la dernière décennie, le gouvernement du Salvador a intégré plusieurs normes internationales en matière de santé, avec un accent sur les particularités de genre, et s'est rallié à la déclaration du Brésil sur les réfugiés, les personnes déplacées et les apatrides en Amérique latine et dans les Caraïbes. La classe politique du Salvador reconnaît que la santé est étroitement liée aux droits humains mais l'administration Bukele devra d'abord reconnaître l'étendue des déplacements forcés pour ensuite déployer plus de ressources pour venir en aide aux victimes. Dans ce contexte, Médecins du Monde travaillent activement à mettre en lumière et analyser le phénomène, ainsi qu'à renforcer les capacités du gouvernement et de la société civile, en portant une attention particulière aux personnes vulnérables. De manière générale, une variété de mesures et de réformes socioéconomiques plus structurantes seront nécessaires pour lutter contre la violence et la criminalité au Salvador.

L'État salvadorien doit aussi composer avec les personnes retournées par les autorités américaines et mexicaines. Entre 2014 et 2017, on compte 182 638 personnes retournées. Les salvadoriens bénéficiant du programme de protection

²¹ *Ibid*, p.2

temporaire (TPS en anglais), qui leur permettait de demeurer aux États-Unis pour une période indéterminée à la suite d'une catastrophe naturelle, ont été plongés dans l'incertitude après l'annonce par l'administration Trump que le programme allait être supprimé. Le décret de la Maison Blanche a cependant fait l'objet d'une contestation judiciaire et un jugement final n'a toujours pas été rendu. En plus d'être stigmatisées, les personnes retournées sont négligées par les pouvoirs publics et s'exposent à de multiples dangers, incluant l'extorsion et les menaces par les gangs criminels.²² Si une variété de programmes de soutien existe pour les personnes retournées, ces dernières disposent de peu d'informations sur ces initiatives et doivent souvent assumer les coûts qui s'y associent.²³

Le Salvador a le taux de féminicide le plus élevé au monde. Ces homicides sont liés à des querelles domestiques, à la violence des gangs et à d'autres crimes comme la traite des personnes. Selon un sondage réalisé en 2019 auprès de femmes déportées par les États-Unis, la violence liée au genre était la deuxième raison qui les avait motivées à immigrer.²⁴ Ayant interdit l'avortement, même en cas de viol, le Salvador accuse un retard important en matière de droits reproductifs et sexuels.

La situation des personnes LGBTQ au Salvador est tout aussi précaire. Malgré une gamme de protections légales, celles-ci sont régulièrement victimes de discrimination, notamment en matière d'emploi et de services publics, et de

²² Human rights watch, *EE. UU.: Salvadoreños deportados expuestos a abusos y asesinatos*, 5 février 2020.

²³ Carlos Eduardo et al., « Personas migrantes retornadas, género y acceso a servicios sociales en El Salvador », *Banco Interamericano de Desarrollo*, juin 2018.

²⁴ David Bernal, « El Salvador: Inseguridad es la Segunda Razón por la que Emigran las Mujeres », *La Prensa Gráfica*, 8 mars 2019.

violence par les gangs criminels et les membres de la communauté immédiate. Les crimes commis envers les personnes LGBTQ sont difficiles à comptabiliser puisqu'ils sont rarement rapportés aux autorités et qu'ils demeurent largement impunis.²⁵

En janvier 2019, Camila Díaz Córdova, une femme transgenre, a été assassinée par trois policiers. En août 2017, elle gagne les États-Unis dans l'espoir de recevoir l'asile. Après avoir été détenue par la police frontalière américaine, elle est déportée vers le Salvador en novembre. Un an plus tard, elle est assassinée. Le meurtre de Córdova est un exemple parmi d'autres des conséquences dramatiques de la politique d'asile des États-Unis. Le cas de Córdova a galvanisé les militants LGBTQ du Salvador, qui dénoncent depuis des années les abus et les meurtres commis par les forces de l'ordre, les gangs et les membres de la communauté immédiate. Par ailleurs, les trois policiers soupçonnés du meurtre de Córdova ont été formellement accusés et devront être jugés à une date ultérieure.²⁶

Un accord préliminaire avec les États-Unis pour faire du Salvador un tiers pays sûr a été conclu en 2019, mais il n'a pas encore été mis en application. L'entrée en vigueur de cet accord permettrait aux États-Unis de renvoyer tous les migrants ayant traversé le Salvador à leur point de transit initial. Cette mesure a été contestée en justice par une variété de groupes de défense des droits humains aux États-Unis.

²⁵ Allison Davenport, « Sexual Diversity in El Salvador a report on the human rights situation of the lgbt community », *International Human Rights Law Clinic University of California*, Berkeley, School of Law, juillet 2012.

²⁶ Cristian González Cabrera, « Murder Trial for El Salvador Transgender Woman to Proceed », *Human Rights Watch*, mars 11 2020.

b. Honduras

Des 603 000 personnes nées au Honduras qui résidaient aux États-Unis en 2017, près de 70% étaient en situation irrégulière, un sommet parmi les communautés immigrantes aux États-Unis.²⁷ Historiquement, l'immigration hondurienne est due au chômage, au sous-emploi, à la pauvreté et aux catastrophes naturelles. Par contre, l'insécurité s'est rajoutée comme un facteur prépondérant dans la dernière décennie. Les neufs premiers mois de 2019 ont vu une augmentation drastique du nombre de migrants du Honduras appréhendés à la frontière américaine, tout particulièrement des familles (voir graphique en page 7). Selon plusieurs témoignages, la crainte que la frontière américaine ferme définitivement dans la foulée des mesures draconiennes de l'administration Trump, a motivé beaucoup de honduriens à affluer vers les États-Unis. Comme au Salvador, les liens entre les deux nations sont étroits et essentiels à l'économie du Honduras, dont près de 20% du PIB dépend des remises de fonds venues des États-Unis. Environ 81 000 honduriens ont bénéficié du programme de protection temporaire mis en place après l'ouragan Mitch de 1998. Au même titre que les salvadoriens, l'élimination du programme par le président Trump les a plongés dans l'incertitude.

Les gangs criminels locaux sont aussi très présents sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, le Honduras est devenu une zone de transit importante pour la drogue en provenance d'Amérique du Sud. Des groupes criminels mieux financés et organisés que les gangs, qui entretiennent des liens avec les cartels mexicains et sud-

²⁷ Peter J. Meyer, « Honduras: Background and U.S. Relations », *Congressional Research Service* <https://crsreports.congress.gov> RL34027, 22 juillet 2019.

américains, sont maintenant bien établis et ont coopté bon nombre de politiciens et de membres des forces de l'ordre. Le frère de l'actuel président a d'ailleurs été inculpé pour trafic de drogue par le département de la justice des États-Unis. Pris dans leur ensemble, ces facteurs illustrent l'insécurité chronique qui règne au Honduras, et ce malgré les initiatives récentes du gouvernement Hernandez pour lutter contre l'impunité.

Médecins du Monde souligne que l'État hondurien tarde à reconnaître les facteurs qui poussent les citoyens à migrer et peine à mettre en place des programmes pour freiner cet exode et réintégrer les personnes retournées.²⁸ Au lieu d'être prises en charges, ces personnes sont plus souvent criminalisées et stigmatisées. La situation est d'autant plus critique pour les individus en situation de handicap, qui sont essentiellement laissés à eux-mêmes à leur retour au pays. Dans bien des cas, les blessures encourues sur la route, que cela soit dans le sillage des fameux trains de marchandises (La Bestia) empruntés par des milliers de migrants qui traversent le Mexique ou aux mains de groupes criminels ou même de policiers, ont été mal soignées et ont donné lieu à des complications.

Une étude intitulée « Droit à la santé des personnes migrantes retournées avec un handicap physique au Honduras », coordonnée par Médecins du Monde (Honduras) et rédigée par le chercheur Allan Centeno, présente une variété de témoignages sur les raisons qui poussent les individus et les familles à migrer, les violations des droits humains et en particulier les difficultés qu'éprouvent les

²⁸ Allan Centeno, « Resumen Ejecutivo : Estudio exploratorio Derecho a la Salud de las personas migrantes retornadas con discapacidad », *Médicos del Mundo*, Honduras, Tegucigalpa, 2019.

personnes handicapées retournées au Honduras à accéder à des soins et des services de santé. L'étude s'attarde à la situation sociale et à la santé des personnes qui ont tenté de migrer vers les États-Unis alors qu'elles étaient déjà en situation de handicap ou qu'elles sont revenues avec une variété de handicaps.²⁹ Ces personnes sont doublement vulnérables. Si elles doivent subir les dangers et les aléas du trajet vers les États-Unis, elles sont aussi confrontées à la discrimination, au traumatisme d'une blessure grave et à des systèmes de santé mal outillés, qui ne sont pas en mesure de fournir un soutien médical et psychologique adéquat. Une fois retournés au Honduras, les migrants avec un handicap physique ont un accès très limité aux services spécialisés comme la physiothérapie, la neurologie, orthopédie et la thérapie occupationnelle mais aussi à de l'équipement médical comme les chaises roulantes, les prothèses et les ajouts prothétiques. Ces personnes sont souvent contraintes de déboursier des sommes très importantes pour se procurer ces services et équipements.³⁰ Plusieurs patients témoignent des doubles standards des professionnels de la santé au Honduras, qui sont souvent plus enclins à entretenir leurs pratiques privées qu'à remplir leurs obligations dans le système public.

De manière générale, il est plus difficile pour les personnes handicapées d'obtenir un emploi au Honduras. Le système de transport et la grande majorité des édifices ne sont pas adaptés à leurs besoins. Dans les circonstances, et même si les témoignages montrent que ces personnes bénéficient généralement du soutien de leurs familles, d'organisations de la société civile et de leurs communautés, les

²⁹ Allan Centeno, « Resumen Ejecutivo », pp. 6-7.

³⁰ *Ibid*, pp. 36-37.

personnes handicapées retournées au Honduras se projettent difficilement dans l'avenir et cherchent souvent à migrer une nouvelle fois.³¹ Ces personnes peuvent difficilement jouir de leurs droits fondamentaux au Honduras à cause de la précarité économique dans laquelle elles vivent, de la discrimination qu'elles subissent et du manque chronique de soutien en matière médicale et psychologique.

Comme les autres migrantes du Triangle du Nord, les femmes honduriennes sont régulièrement victime de violences et d'abus sexuels. Ces violences peuvent être infligées par les policiers, les groupes criminels ou les hommes d'un même groupe de migrants. Selon un regroupement de la société civile, Movimiento Migrante Mesoamericano, jusqu'à 7 femmes sur 10 en route vers les États-Unis ont été victimes de violence sexuelle, et jusqu'à 9 femmes sur 10 ont été harcelées sexuellement.³² Ces crimes demeurent largement impunis. De la même façon, les passeurs (« coyotes ») qui tracent la voie pour bien des individus jusqu'à la frontière américaine moyennant des sommes importantes (1500 à 2500\$ US), abandonnent parfois les migrants à la police ou à des groupes criminels, qui peuvent les séquestrer et les forcer à travailler pour eux.

Comme ailleurs dans la région, les personnes LGBTQ au Honduras sont discriminées et fréquemment victimes de violence. En juillet 2019, 3 femmes transgenres ont été assassinées dans la capitale Tegucigalpa. L'organisation Cattrachas, qui défend les droits des minorités sexuelles au Honduras, a recensé 327 meurtres violents dans les dix dernières années. Les activistes attribuent ces

³¹ *Ibid*, p. 51.

³² *Ibid*, p. 21.

violences à différents facteurs dont l'impunité à peu totale qui règne dans le pays, la corruption de l'État, la violence perpétrée par les gangs et une culture fortement hétéronormative et patriarcale.³³ Cette situation pousse un nombre grandissant de personnes LGBTQ à migrer vers les États-Unis, même dans un contexte où les autorités américaines refusent la très grande majorité des demandes d'asile.

Au même titre que le Salvador, un accord préliminaire avec les États-Unis pour faire du Honduras un tiers pays sûr a été conclu en 2019, mais il n'a pas encore été mis en application. Cet accord fait aussi l'objet d'une contestation judiciaire par des groupes de défense des droits humains aux États-Unis.

c. Guatemala

Le Guatemala a connu une guerre civile dévastatrice, opposant le gouvernement à une variété de milices de gauche, qui a duré 36 ans. La guerre a été particulièrement coûteuse pour les populations indigènes, qui ont été victimes de multiples exactions aux mains du gouvernement et de groupes paramilitaires de droite. La violence, la corruption et l'impunité sont des réalités quotidiennes au Guatemala et les citoyens ont très peu confiance en le gouvernement et les forces de l'ordre. De plus, l'armée joue un rôle prépondérant dans la vie politique du pays. Les inégalités socioéconomiques y sont particulièrement marquées et souvent fondées sur l'appartenance ethnique. Environ 70% des emplois sont dans le secteur informel et le gouvernement peine à prélever les impôts, tant auprès des plus démunis qu'auprès de l'élite économique du pays.

³³ Gwen Aviles, « 3 trans women shot and killed in Honduras in July », *nbc news*, 10 juillet 2019.

Dans le but d'aider le gouvernement guatémaltèque à lutter contre la corruption et la violence, l'ONU a mis sur pied la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) en 2007. La Commission a mené à l'arrestation et la détention de deux anciens présidents et a tenté d'ouvrir une enquête sur les proches du dernier président, Jimmy Morales, qui a rétorqué en mettant fin à la Commission et en expulsant son directeur en 2019.

En date de 2017, environ 950 000 Guatémaltèques résidaient aux États-Unis et le Pew Research Center estimait que près de 60% d'entre eux étaient en situation irrégulière.³⁴ Les remises de fonds en provenance des États-Unis comptent pour environ 12% du PIB du pays.³⁵ Contrairement à ses voisins du Triangle du Nord, le Guatemala ne bénéficie pas du programme de protection temporaire. Toutes proportions gardées, les guatémaltèques sont moins nombreux à s'installer aux États-Unis que leurs voisins du Triangle du Nord. La guerre civile a poussé certains d'entre eux à migrer, mais la principale cause des mouvements actuels est le manque d'opportunités économiques. Si le Guatemala est la première économie de la région et affiche des taux de croissance respectables, ceux-ci ne sont pas suffisants pour absorber le surplus de travailleurs et lutter efficacement contre l'extrême pauvreté et les inégalités. La violence est aussi un facteur dans la décision

³⁴ Maureen Taft-Morales, Guatemala: Political and Socioeconomic Conditions and U.S. Relations, *Congressional Research Service* <https://crsreports.congress.gov> R42580, 20 mars 2019, p.25

³⁵ International trade administration, https://www.export.gov/article?series=a0pt0000000PAttAAG&type=Country_Commercial_kav, consulté le 15 mars 2020.

de migrer, mais le taux d'homicide est plus bas au Guatemala que dans les pays voisins.

Comme ailleurs dans le Triangle du Nord, Médecins du Monde (Guatemala) travaillent à la protection des populations affectées par la migration et les déplacements forcés et au renforcement des capacités de l'État et de la société civile à répondre à cette crise. Le Guatemala étant un pays de transit important, Médecins du Monde a établi une présence dans trois villes qui se trouvent sur le chemin des migrants en provenance du Salvador et du Honduras, soit Esquipulas, la ville de Guatemala et Tecún Umán, près de la frontière du Mexique.

Depuis 2018, on remarque une hausse considérable dans l'appréhension de familles venues du Guatemala à la frontière américaine (voir le graphique en page 7). Au même titre que les migrants du Honduras, les familles guatémaltèques veulent profiter d'une possible fenêtre d'opportunité avant la fermeture complète de la frontière des États-Unis. Le pays a aussi l'un des taux de féminicide les plus élevés au monde. Bien que l'on ne dispose pas de données précises à ce sujet, les violences sexuelle et conjugale poussent certainement de nombreuses de femmes à migrer. En juin 2018, l'administration Trump a statué que la violence conjugale et la violence perpétrée par les gangs ne constituaient pas des motifs valables pour demander l'asile aux États-Unis. Des dizaines de milliers de migrants du Triangle du Nord ont été déportés sur cette base, ce qui les expose à de multiples dangers une fois de retour dans leurs pays respectifs. Si les homicides de personnes LGBTQ sont

moins nombreux que dans les pays voisins,³⁶ ces dernières sont régulièrement victimes de discrimination. Plusieurs organisations de défense des droits LGBTQ au Guatemala s'inquiètent du fait que le nouveau président du pays, Alejandro Giammattei, est ouvertement hostile à l'avortement, au mariage gai et aux droits des minorités sexuelles.

En juillet 2019, l'ex-président Jimmy Morales a conclu un accord avec le président Trump, qui permet au gouvernement américain de déporter les demandeurs d'asile qui sont passés par le Guatemala en route vers les États-Unis (accord du tiers pays sûr). Cette entente a été formellement mise en place par le gouvernement du Guatemala, un pays qui n'a manifestement pas les ressources pour recevoir, aider et protéger des dizaines de milliers de migrants et pour traiter les demandes d'asile des personnes déportées. Il faut toutefois préciser que la plupart des individus renvoyés au Guatemala choisissent de retourner dans leur pays d'origine.

Depuis le début de l'année 2020, la police frontalière du Guatemala, en collaboration avec des agents du Service de l'immigration et des douanes des États-Unis, refoulent des milliers de migrants à la frontière du Honduras. Étant donné que les migrants du Honduras et du Salvador n'ont d'autre choix que de traverser ce pays pour se rendre au Mexique ou aux États-Unis, le Guatemala est en voie de devenir le nouvel avant-poste (après le Mexique) de l'externalisation de la frontière américaine.

³⁶ Panorama de violencia y procción en el norte de centroamerica (REDLAC), *El impacto de la violencia sobre la comunidad LGBTI en el Norte de Centroamérica*, Boletín no. 6, septembre 2019.

Le Ministère de la Santé du Guatemala a récemment affirmé que près de la moitié des personnes retournées par les États-Unis avaient testé positifs pour la COVID-19.³⁷ Les États-Unis constituent le foyer le plus important de la pandémie dans le monde et les dizaines de milliers de migrants détenus par les autorités frontalières s'entassent dans des espaces confinés, ce qui explique le taux d'infection élevé parmi les personnes retournées. Les autorités du Guatemala sont très préoccupées par la situation et ont demandé la suspension des vols des personnes retournées. Sous la pression de l'administration Trump, cette suspension a été levée rapidement.

d. Initiatives régionales

En collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et les États-Unis, les pays de la région ont lancé une initiative de 22 milliards de dollars appelée l'Alliance pour la prospérité dans le Triangle du Nord (A4P en anglais). Ses quatre objectifs principaux sont de stimuler le secteur productif, de développer le capital humain, d'améliorer la sécurité publique et l'accès à la justice, et de renforcer les institutions et promouvoir la transparence. Ces objectifs sont largement en phase avec les normes établies par les donateurs bilatéraux (tels que USAID) et multilatéraux. Dans ce qui semble être une recette familière, l'Alliance vise à développer des partenariats public-privé, à créer des zones économiques spéciales et à approfondir l'intégration régionale. Par contre, si l'on se fie aux leçons du passé, de tels plans se sont soldés par des activités économiques qui ont peu

³⁷ Patrick J. McDonnell, Molly O'Toole, Cindy Carcamo, « Guatemala health chief says at least half of deportees from U.S. have coronavirus », *Los Angeles Times*, 14 avril 2020.

de valeur ajoutée et qui emploient des travailleurs sous-payés et peu qualifiés. En outre, le plan ignore des aspects importants du développement socio-économique tels que le droit fiscal, les soins de santé et l'éducation. La composante sécuritaire du plan est largement conforme à CARSI, qui a contribué à la militarisation de la police au Mexique et dans le Triangle du Nord. Dans une lettre envoyée aux présidents des États-Unis, du Mexique et des pays du Triangle du Nord en 2015, 75 organisations de la société civile internationale ont déclaré que le plan « renforce les mêmes politiques économiques qui ont abouti à la montée en flèche des inégalités, à l'abus généralisé des droits des travailleurs, à l'augmentation de la violence contre les dirigeants syndicaux et aux déplacements forcés dans toute la Méso-Amérique », ³⁸ ajoutant qu'elles n'avaient pas été invitées à participer à l'élaboration du plan.

En 2016, Médecins du Monde, en collaboration avec des regroupements de la société civile, a commencé à mettre en pratique un programme régional sur les migrations et les déplacements forcés dans quatre pays, soit le Honduras, le Salvador, le Guatemala et la région du Chiapas au Sud du Mexique. Les actions du personnel de Médecins du Monde dans la région s'orientent autour de l'impératif que les personnes handicapées retournées ont le droit de vivre dans la dignité et d'accéder à la santé, aux loisirs, à un travail digne, à l'éducation, la sécurité alimentaire et la sécurité. ³⁹

³⁸ GHRC-USA, *Final Letter to Presidents at Summit of the Americas*, <http://www.ghrc-usa.org/wp-content/uploads/2015/04/Final-Letter-to-Presidentsat-Summit-of-the-Americas.pdf>, 2015.

³⁹ Allan Centeno, « Resumen Ejecutivo », p. 54.

e. Mexique

À partir de 2014, les migrants du Triangle du Nord étaient plus nombreux à tenter de franchir la frontière des États-Unis clandestinement que les ressortissants mexicains. Le Mexique est donc devenu un pays de transit. Dans la foulée de l'initiative de Mérida lancée en 2007 par l'administration de George W. Bush pour soutenir le Mexique dans sa lutte contre le narcotrafic, notamment en modernisant son équipement militaire et en formant ses forces d'intervention, des efforts ont été déployés pour sécuriser la frontière méridionale du Mexique.

En réponse à l'afflux de migrants du Triangle du Nord en 2014, le gouvernement Peña Nieto a mis sur pied un programme appelé Frontera Sur, qui vise à protéger les migrants qui traversent le Mexique et à gérer les points d'entrée de façon à assurer la sécurité et la prospérité dans la région. Dans un rapport de 2015 basé sur des visites et entrevues auprès de dizaines de refuges, d'officiels gouvernementaux et d'organisations de la société civile, la Washington Office on Latin America (WOLA) a conclu que les migrants étaient régulièrement victimes de crimes, incluant des enlèvements, du trafic humain, des vols et de l'extorsion, aux mains de la police, de groupes criminels, de soldats et des agents d'immigration. Encore une fois, la grande majorité de ces crimes demeurent impunis.⁴⁰

⁴⁰ José Knippen, Clay Boggs et Maureen Meyer, *An Uncertain Path: Justice for Crimes and Human Rights Violations Against Migrants and Refugees in Mexico*, Washington Office on Latin America (WOLA), novembre 2015.

Dans la majorité des cas, les migrants du Triangle du nord sont déportés rapidement par les autorités mexicaines. De janvier 2015 à septembre 2018, le Mexique a déporté 436 125 migrants du Triangle du nord, plus que les États-Unis.⁴¹

Selon le droit international, un réfugié est une personne qui fait face à un risque crédible d'être persécutée à cause de son appartenance ethnique, sa nationalité ou ses opinions politiques. En plus de cette définition générale du statut de réfugié, le Mexique intègre les provisions de la déclaration de Carthagène, c'est-à-dire qu'une personne à risque dans un contexte de violence généralisée peut aussi demander l'asile. Malgré cette définition large et généreuse, le système d'asile mexicain est cruellement sous-financé et le roulement élevé des employés, les salaires bas et le manque de formation mènent à des résultats incohérents, erronés ou injustes.⁴² Le système d'asile du Mexique est complètement submergé; les autorités du pays ont reçu 29 000 applications alors que 80% des demandes de 2017 n'avaient pas encore été traitées.⁴³ Par ailleurs, les migrants du Triangle du Nord courent un risque plus élevé d'être maltraités aux mains des autorités mexicaines et de voir leurs demandes d'asiles refusées que les autres migrants internationaux.

Andrés Manuel López Obrador, élu en 2018, a dit vouloir décriminaliser l'immigration, respecter les droits fondamentaux des migrants et collaborer avec les gouvernements du Triangle du Nord afin de s'attaquer aux causes profondes de

⁴¹ Kevin Sieff, « What is Mexico doing — and not doing — to keep migrants from crossing into the U.S.? », *Washington Post*, 31 mai 2019.

⁴² Dan Kosten, *Mexico's Asylum System Is Inadequate*, *National Immigration Forum*, 28 octobre 2019.

⁴³ Maya Averbuch et Mary Beth Sheridan, « Threatened by Trump, Exhausted by Caravans, Mexico Struggle with Migrant Surge », *Washington Post*, 5 avril 2019.

l'insécurité. Dans la première moitié de l'année 2019, le gouvernement Obrador a délivré quelques 12 500 visas humanitaires et permis de travail et de résidence d'un an au Mexique. En mai 2019, Obrador a présenté les détails de ce qu'il appelle son « Plan Marshall » pour l'Amérique centrale dans le cadre d'une rencontre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). En vue de s'attaquer aux causes profondes de la migration et de la violence dans la région, le plan prévoit des investissements de 30 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures, incluant une centrale électrique et un projet de pipeline au Honduras, et une extension possible du projet du Train Maya à l'Amérique centrale.⁴⁴ L'administration Obrador a déjà débloqué 30 millions de dollars pour planter des millions d'arbres dans des zones appauvries du Salvador. Par contre, de sérieux doutes subsistent quant à la capacité du Mexique de financer un tel projet, à la volonté des États-Unis d'y participer et à la capacité et la volonté des gouvernements locaux de dépenser les fonds de manière à faire profiter l'ensemble de leurs populations.

Cette vision ambitieuse a d'ailleurs rapidement été mise à l'épreuve par le manque de ressources et les pressions exercées par l'administration Trump pour réduire l'afflux de migrants à la frontière des États-Unis. Afin de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis et d'éviter l'imposition de tarifs potentiellement très dommageables à l'économie mexicaine, Obrador a augmenté les détentions, déporté des dizaines de milliers de migrants et donné suite à la politique du « remain in Mexico » privilégiée par l'administration Trump. Cette mesure, aussi appelée protocole de protection des migrants des États-Unis, permet aux autorités

⁴⁴ Annette Lin, « AMLO's Crumbling Promise to Migrants », *NACLA*, 24 juillet 2019

américaines de renvoyer les demandeurs d'asile au Mexique, en attendant que leur dossier soit traité. Cette politique a fait l'objet d'une contestation par un juge aux États-Unis, mais la Cour suprême a statué que le programme serait maintenu en mars dernier. La mesure continue d'être appliquée dans le cadre de la crise du coronavirus, ce qui a provoqué les protestations du Mexique. Par ailleurs, la crise a incité tous les pays du Triangle du Nord à fermer leur frontière, forçant les migrants déjà en route à interrompre leur trajet. La crise du coronavirus pourrait donc donner une occasion supplémentaire à l'administration Trump de sceller la frontière et refouler la quasi-totalité des demandeurs d'asile.⁴⁵

Depuis l'entrée en vigueur du protocole, environ 60 000 migrants ont été renvoyés au Mexique. Ces derniers vivent souvent dans des conditions dangereuses et insalubres⁴⁶ dans des villes frontalières comme Tijuana et Nuevo Laredo. Les migrants sont régulièrement la proie de groupes criminels qui opèrent en toute impunité dans les villes frontalières. Selon Médecins sans Frontières, environ 45% des migrants détenus à Nuevo Laredo ont été victimes de violence.⁴⁷ Plusieurs demandeurs d'asile ont été séquestrés et forcés à travailler pour les cartels de drogues. Les autorités enquêtent rarement sur les cas de migrants enlevés ou disparus.

⁴⁵ Jeff Ernst, « How coronavirus has halted Central American migration to the US », *The Guardian*, 2 avril 2020.

⁴⁶ Vanessa Romo, « U.S. Supreme Court Allows 'Remain In Mexico' Program To Continue », *NPR*, 11 mars 2020

⁴⁷ Kirk Semple, « Migrants in Mexico Face Kidnappings and Violence While Awaiting Immigration Hearings in U.S. », *New York Times*, juin 12 2019.

Le massacre de San Fernando en 2010, qui fit 72 victimes provenant surtout d'Amérique centrale, fut perpétré par une organisations criminelle affiliée au cartel des Zetas. À seulement quelques kilomètres de la frontière des États-Unis, un groupe de 74 migrants qui s'entassaient dans deux autobus, ont été interpellés et forcés à descendre par des hommes armés. On leur a donné deux choix, travailler pour les cartels ou mourir. Seul un individu a accepté de travailler pour eux, les autres ont été exécutés sur le champ. En 2012, près de 50 personnes, possiblement des personnes migrantes venant aussi principalement d'Amérique centrale, ont été retrouvées mortes près de la ville de Monterrey.⁴⁸

Le Mexique compte près de 60 centres de détention parsemés sur son territoire. Selon la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Mexique, le nombre de migrants détenus par les autorités du pays a augmenté de 23% d'octobre 2018 à mars 2020.⁴⁹ La plupart des centres de détention sont surpeuplés et les détenus doivent composés avec la chaleur extrême, les punaises de lits, des toilettes qui débordent, le manque d'accès aux douches, les pénuries de nourriture et le manque de soins.⁵⁰ Ces conditions occasionnent de nombreux problèmes de santé, incluant des problèmes respiratoires et des problèmes de santé mentale.

Médecins du Monde fournit de l'assistance humanitaire aux migrants détenus au Mexique. Les équipes de Médecins du Monde qui sont présentes dans la région

⁴⁸ Allan Centeno, « Resumen Ejecutivo », p. 20.

⁴⁹ Rodríguez Calvaa, « Número de migrantes detenidos en México aumentó 23%: CNDH », *Excelsior*, 18 décembre 2019.

⁵⁰ Kirk Semple, « Overflowing Toilets, Bedbugs and High Heat: Inside Mexico's Migrant Detention Centers », *New York Times*, 3 août 2019.

depuis les années 1990, sont essentiellement déployées près de la frontière entre le Mexique et le Guatemala. En plus de prodiguer des soins aux personnes qui forment les « caravanes » en route vers les États-Unis, celles-ci accompagnent l'Institut National de Migration du Mexique dans la prise en charge des migrants et offre des formations au personnel des refuges. De façon générale, Médecins du Monde, ainsi que plusieurs organisations de la société civile, exhortent le gouvernement mexicain à respecter les droits fondamentaux des migrants et à faciliter leur accès à des soins de santé. On demande aussi au gouvernement mexicain d'apporter un « soutien particulier aux enfants et aux adolescents non accompagnés, aux personnes handicapées, aux femmes enceintes, aux personnes âgées, aux personnes atteintes de maladies dégénératives chroniques et aux membres de la communauté LGBTQ ». ⁵¹ Ces regroupements soulignent aussi que la déportation des personnes fuyant la violence et la pauvreté dans leur pays d'origine met leur vie et leur sécurité en péril.

De manière générale, on note une diminution importante du nombre de migrants qui traversent le Mexique depuis l'automne 2019. Le nombre de migrants appréhendés à la frontière des États-Unis a aussi chuté de près de 75% entre mai 2019 et janvier 2020. ⁵² Ceci est dû à l'augmentation des déportations des États-Unis vers le Guatemala, du Mexique vers le Triangle du Nord et de la fermeture des frontières dans le sillage de la pandémie. Reste à voir si ces mesures provoqueront une diminution durable de la migration en provenance du Triangle du Nord, alors même que l'insécurité et l'extrême pauvreté continuent d'affliger la région. Les

⁵¹ Médecins du Monde, *Caravane des migrants du Honduras : l'Arrivée à Tapachula*, 30 octobre 2018.

⁵² *Aljazeera*, « US border apprehensions drop for eighth straight month », 4 février 2020.

mesures répressives pourraient aussi pousser les migrants à emprunter des routes moins connues et plus hasardeuses.

f. États-Unis

Les États-Unis occupent une place centrale dans la crise humanitaire qui secoue le Triangle du Nord, à la fois parce qu'ils sont le pays de destination des migrants de la région et parce qu'ils ont contribué à créer la crise. Considérant le Triangle du Nord comme faisant partie de leur zone d'influence, les États-Unis ont des intérêts économiques et interviennent régulièrement dans la région depuis le début du XX^{ème} siècle. De l'influence politique décisive des multinationales américaines comme United Fruit au soutien économique et militaire de régimes dictatoriaux, les États-Unis ont contribué à entretenir les inégalités et les conflits qui en découlent dans la région. Après la Guerre froide, les États-Unis se sont désintéressés de la région et ont encouragé la transition vers la démocratie à distance et sans y consacrer beaucoup de ressources.

Dans les années 1990, les États-Unis ont commencé à déporter un plus grand nombre d'immigrants, principalement salvadoriens, accusés de différents crimes. Fuyant la guerre civile et les catastrophes naturelles, des centaines de milliers de Salvadoriens avaient quitté leur pays pour s'installer aux États-Unis. Se concentrant majoritairement dans les zones urbaines appauvries de la Californie du Sud, les nouveaux arrivants reçoivent souvent un accueil hostile. Nombre d'entre eux se sont joints à des gangs pour se protéger et développer un sentiment d'appartenance. De concert avec le durcissement de l'opinion publique américaine à l'égard de

l'immigration illégale, plusieurs lois restrictives ont été mises en place et le nombre de déportations a monté en flèche à partir du milieu des années 1990. Quoiqu'elles n'expliquent pas entièrement l'essor des gangs criminels au Salvador et dans le reste du Triangle du Nord, ces expulsions ont contribué à la propagation de gangs rivaux comme Mara-Salvatrucha et Barrio 18, dont les méthodes ultraviolentes sont inspirées de la culture urbaine américaine.

La confusion entre l'immigration illégale et la criminalité est devenue de plus en plus courante dans le discours public américain, particulièrement chez les conservateurs. Les attentats du onze septembre ont également contribué au durcissement des politiques migratoires et à la militarisation de la frontière.

Jusqu'à présent, les gouvernements successifs aux États-Unis n'ont pas été en mesure de réformer le système d'immigration, qui est particulièrement engorgé, sous-financé et complexe. Le manque de clarté, les failles potentielles entourant les lois sur l'immigration et les délais très importants dans le traitement des demandes, ont donc aussi contribué aux flux migratoires dans les dernières décennies.

À partir des années 2010, on note une augmentation très marquée de la migration en provenance du Triangle du Nord, notamment à cause de la violence perpétrée par gangs criminels et les trafiquants de drogue, la pauvreté et le manque d'opportunités économiques. Cette situation a incité le gouvernement américain à mettre différents programmes d'aide en place.

Dans le cadre de l'initiative Mérida de 2007, un programme d'aide de 1.4 milliards de dollars qui visait à lutter contre le narcotrafic au Mexique, quelques 60 millions de dollars ont été alloués à l'Amérique centrale. Le volet Amérique centrale portait sur les gangs criminels, l'amélioration du partage d'informations entre les pays, la modernisation et la professionnalisation des forces de police, l'élargissement des capacités d'interdiction maritime et la réforme du secteur judiciaire afin de restaurer et de renforcer la confiance des citoyens dans ces institutions.

En 2010, le plan a été transformé en l'initiative de sécurité régionale pour l'Amérique centrale (CARSI en Anglais). Le programme, calqué sur plan Columbia, est principalement axé sur le renforcement des capacités de l'État, la réforme du système de justice et la lutte contre le trafic de drogue. Tel qu'indiqué dans un rapport du Wilson Center, la lutte contre le trafic de drogue a largement pris le dessus sur les programmes et approches axés sur la prévention de la violence dans les communautés locales.⁵³ Cela a contribué à l'adoption de la méthode dure, incluant la mobilisation de l'armée pour des opérations policières, dans l'ensemble de la région. L'approche de la *Mano dura* a par ailleurs été décriée par plusieurs organisations de défense des droits humains.

En réponse à l'afflux sans précédent de mineurs non accompagnés à la frontière américaine en 2014, l'administration Obama a conçu un nouveau plan appelé Stratégie d'engagement en Amérique centrale. L'objectif du plan était de construire un espace régional intégré et pleinement démocratique, qui offre des opportunités

⁵³ Eric Olson, ed. *Crime and violence in Central America's Northern Triangle*, Washington D.C.: Wilson Center, 2015, p. 4.

économiques, des institutions transparentes et efficaces et un environnement stable et sécuritaire à sa population. En allant au-delà de la focalisation quasi exclusive sur la croissance économique et la réduction de la criminalité et en proposant une approche plus intégrée de l'aide étrangère, l'administration Obama a reconnu que les efforts antérieurs avaient échoué et ne s'étaient pas suffisamment attaqués aux causes profondes de la violence et de la migration. Sur la somme de 2,1 milliards de dollars accordée par le Congrès à partir de FY2016, environ 41% est allé à l'aide au développement, incluant l'élargissement des programmes de prévention de la violence administrés par l'Agence des États-Unis pour le développement international.

Cependant, des conditions strictes sont attachées à l'aide. Par exemple, les trois pays doivent prouver qu'ils dissuadent leurs citoyens de migrer vers le nord et montrer qu'ils travaillent à des réformes significatives pour combattre la corruption et favoriser la transparence.⁵⁴ Bien que l'administration Obama ait mieux compris les défis auxquels la région fait face et ait déployé plus de ressources que les administrations précédentes pour affronter la crise, elle a appréhendé 239 000 migrants de la région à la frontière et en a déporté 122 000 en 2014.⁵⁵ Au même moment, les États-Unis ont intensifié la pression sur le Mexique pour que celui-ci appréhende davantage de migrants et sécurise sa frontière.

⁵⁴ Peter J. Meyer, U.S. Strategy for Engagement in Central America: Policy Issues for Congress, *Congressional Research Service* <https://crsreports.congress.gov> R44812, 12 novembre 2019, pp.14-15.

⁵⁵ Rodrigo Dominguez-Villegas and Victoria Rietig, *Migrants Deported from the United States and Mexico to the Northern Triangle: A Statistical and Socioeconomic Profile*. Washington, DC: Migration Policy Institute, septembre 2015, pp. 5 et 8.

Outre les agressions verbales répétées contre les migrants et les mesures de dissuasion extrêmement sévères comme les séparations familiales à la frontière, l'administration Trump a réduit l'aide à la région de 30% de 2016 à 2019⁵⁶ et a menacé de la couper complètement à plusieurs reprises. Dans la même veine, le président Trump a décidé de diminuer le nombre de réfugiés pouvant être acceptés aux États-Unis, révoqué le statut de protection temporaire pour les Honduriens et les Salvadoriens et mis fin au programme dédié aux mineurs d'Amérique centrale (CAM) qui les autorise à demander l'asile ou la libération conditionnelle s'ils ont un parent qui réside légalement aux États-Unis. Les menaces et les mesures punitives font partie intégrante de la stratégie de l'administration actuelle pour forcer les gouvernements du Triangle du Nord à empêcher leurs citoyens de faire le voyage vers le nord. Cette mesure repose sur une prémise erronée, soit que les gouvernements locaux et le Mexique ont les ressources et les capacités nécessaires pour endiguer le flux de migrants et de réfugiés. Selon l'administration Trump, l'aide devrait être utilisée pour empêcher physiquement les personnes de quitter leur pays et non pour s'attaquer aux causes de leur départ.⁵⁷

Le 21 mars dernier, dans le contexte de la crise du coronavirus, les autorités américaines ont mis en place une mesure permettant aux douaniers de déporter les migrants au Mexique ou au Canada sans examiner les dossiers au préalable.⁵⁸

⁵⁶ Meyer, *US Strategy*, p.12.

⁵⁷ Hudson, J. and DeYoung, K.« Trump's aid cuts to Central America still undetermined despite announcement », *Washington Post*, 9 avril 2019.

⁵⁸ Antonia Laborde, « Trump acelera las expulsiones de inmigrantes sin papeles en plena pandemia », *El País*, 9 avril 2020.

Ces politiques ne sont pas seulement les machinations d'un seul homme, elles sont l'expression d'une hostilité à l'immigration qui mijote aux États-Unis depuis les années 1990. À bien des égards, les politiques de l'administration actuelle ne représentent pas une rupture totale avec le passé, mais elles signalent la radicalisation de tendances et de réflexes existants.

Il va sans dire que la plupart des mesures mises de l'avant par l'administration Trump, soit la construction d'un mur à la frontière, la restriction drastique du droit d'asile, les déportations accélérées, la détention systématique des migrants de tous âges, l'élargissement de l'interdiction de voyager et le renvoi des migrants dans des pays dangereux, violent les droits fondamentaux des migrants et des demandeurs d'asile, font fi des responsabilités internationales des États-Unis et sont souvent contraires au droit américain. Malgré la cruauté évidente de ces mesures, l'administration Trump est en voie de réussir son pari. Dans la dernière année, on note une diminution importante du nombre de personnes appréhendées et de l'immigration autant légale qu'illégale.⁵⁹

Il faut voir que la lutte à l'immigration illégale demeure une politique relativement populaire auprès de l'opinion publique américaine, ce qui explique qu'il y a une certaine continuité dans les initiatives mises en place depuis les années 1990. Il ne serait donc pas surprenant de voir les prochaines administrations, qu'elles soient républicaines ou démocrates, poursuivre dans cette même lignée générale. Une interruption durable du flot des migrants rendrait les problèmes de la région moins

⁵⁹ Zolan Kanno-Youngs, « As Trump Barricades the Border, Legal Immigration Is Starting to Plunge », *New York Times*, 24 février 2020.

visibles et les programmes d'aide économique et sécuritaire moins prioritaires pour les États-Unis, surtout dans le contexte du ralentissement économique provoqué par la crise du coronavirus.

g. Canada

Le Canada accueille très peu de réfugiés du Triangle du Nord. Cela est dû en grande partie au fait que le pays a conclu une entente sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis. Cette désignation prend pour acquis que les États-Unis respectent les droits des personnes et offrent une protection et une procédure conséquentes aux demandeurs d'asile. Le gouvernement fédéral n'accepte que les demandes d'asile de ceux dont le premier point d'entrée est le Canada. Étant donné les barrières économiques auxquelles sont confrontés les migrants du Triangle du Nord, peu d'entre eux peuvent entrer au Canada.

Dans la foulée des politiques migratoires de l'administration Trump, plusieurs groupes de défense des droits humains ont pressé le gouvernement canadien de résilier l'entente sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis. Par contre, la dépendance de la économie canadienne envers les États-Unis met le gouvernement Trudeau dans une position délicate et complique toute critique frontale de l'administration américaine.

Le représentant du Mexique au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Mark Manly, a demandé au Canada d'en faire plus pour aider le Mexique à réinstaller certaines des personnes les plus vulnérables parmi les

migrants d'Amérique centrale, en particulier les femmes, les enfants et les personnes LGBTQ.⁶⁰ Des organismes de défense des droits humains ont aussi fait valoir que le Canada n'accueillait pas suffisamment de réfugiés de la région à travers le programme de protection du HCR institué en 2016. Le programme a identifié 3100 personnes vulnérables, dont seulement 387 ont été réinstallées. Du nombre, seuls 11 réfugiés ont été réinstallés au Canada.

Conclusions

Globalement, et malgré des taux de croissances raisonnables et une légère diminution du taux d'homicide, la vie demeure très précaire et dangereuse pour des millions de personnes dans le Triangle du Nord. Dans les dernières années, les inégalités ont augmenté, certaines tendances autoritaristes ont refait surface (particulièrement au Honduras) et les gouvernements ont très peu investi dans la santé, les services sociaux, l'éducation, l'infrastructure et les programmes pour accueillir et intégrer les personnes retournées. Jusqu'à maintenant, les gouvernements du Triangle du Nord ont aussi eu tendance à criminaliser la migration plutôt qu'à s'intéresser aux multiples causes qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à migrer.⁶¹ Les personnes migrantes et les personnes migrantes retournées souffrent donc d'une double discrimination. Cette discrimination est encore plus marquée pour les personnes en situation de handicap, femmes et les minorités sexuelles. Le travail de Médecins du Monde consiste précisément à attirer l'attention sur les lacunes criantes des systèmes de

⁶⁰ La Presse canadienne, « L'ONU souhaite que le Canada contribue à la réinstallation des réfugiés », *Ici Radio-Canada*, 26 mai 2019.

⁶¹ Allan Centeno, « Resumen Ejecutivo », p. 26.

santé de la région et sur la situation très précaire dans laquelle les personnes migrantes et les personnes migrantes retournées se trouvent. L'organisation travaille donc activement à améliorer l'accès à la santé et les mécanismes de protection des droits humains des populations affectées par la migration et les déplacements forcés.

Enfin, si des mesures de mitigation importantes ne sont pas mises en place rapidement, les changements climatiques forceront des millions de personnes à se déplacer, soit dans à l'intérieur de la région, soit vers les pays du Nord. Selon ce qu'on observe dans les derniers mois, la Covid-19 a considérablement ralenti le flot des migrants de la région vers le Mexique et les États-Unis. Comme ailleurs dans le monde, on note un ralentissement économique dans le Triangle du Nord. Il est clair que si la situation perdure, les conséquences économiques et sociales pour la région pour être dévastatrices, ce qui forcerait les habitants de la région à migrer dans des conditions encore plus difficiles et dangereuses.

Recommandations

_ Si la migration demeure un droit humain et qu'il faut soutenir les migrants du Triangle du Nord en route vers les États-Unis et le Mexique, force est d'admettre que les flux migratoires sont en diminution nette depuis près d'un an. Les administrations américaine et mexicaine semblent vouloir réduire la migration au maximum, et dans un contexte où les déplacements forcés sont beaucoup plus nombreux que ne le disent les statistiques nationales, des effort supplémentaires de la part des organisations et des ONG internationales devront être déployés dans

les trois pays du Triangle du Nord afin de renforcer la gouvernance, bonifier les services publics et lutter contre la pauvreté, la violence et l'exclusion.

_ À ce titre, Médecins du Monde continuera de faire pression sur les autorités locales pour qu'elles investissent plus de ressources dans la santé et qu'elles facilitent l'accès aux soins de santé pour l'ensemble de la population, avec une attention particulière aux personnes vulnérables (femmes, enfants, personnes LGBTQ et personnes en situation de handicap).

_ La formation et le soutien du personnel de santé dans le Triangle du Nord, et particulièrement de ceux et celles qui œuvrent auprès de personnes vulnérables comme les enfants, les femmes, les personnes en situation de handicap, les personnes retournées et les membres de la communauté LGBTQ, constitue des axes prioritaires. Dans le cadre de la crise du coronavirus, une surveillance accrue de la santé des migrants déportés par les États-Unis sera nécessaire. Il faudra également veiller à ce que les États-Unis n'utilisent pas la crise comme une excuse pour interdire l'accès aux migrants réguliers et irréguliers.

_ Dans cet esprit, les organisations de la société civile qui travaillent auprès des personnes vulnérables dans le Triangle du Nord devraient coordonner leurs efforts et faire pression sur les gouvernements de la région afin qu'ils remplissent leurs obligations envers leurs citoyens en matière de santé, de justice, d'éducation, de transparence, de services publics, de participation démocratique et de lutte contre la corruption.

_ Une représentation soutenue auprès des grands pays de la région (Mexique, États-Unis, Canada) demeure essentielle à la fois pour les sensibiliser à la crise qui secoue le Triangle du Nord et pour les inciter à honorer leurs obligations internationales en acceptant plus de réfugiés et en élargissant les critères d'admissibilité (peur crédible pour sa vie et menaces par des gangs criminels, violence conjugale, déplacements dus aux changements climatiques, etc.). Le Canada devrait apporter une contribution supplémentaire à cet effet.

_ Sur le plan de la coopération internationale, les organisations financières internationales, les organisations internationales, les organisations régionales et les donateurs bilatéraux devraient donner la priorité aux investissements dans la santé, l'éducation, la lutte aux changements climatiques, les infrastructures et dans des programmes visant à prévenir la violence et lutter contre la pauvreté dans les communautés marginalisées et déshéritées. En ce sens, les plans de développement ambitieux comme le « plan Marshall » envisagé par le président Lopez Obrador du Mexique devraient être encouragés. Il faudra également s'assurer que les pays du Triangle du Nord aient accès à un nombre suffisant de vaccins pour enrayer la Covid dans la région.